

D 1053 CHILI: JEUNES CHRÉTIENS MARQUÉS
AU FER ET AU RASOIR

Les commandos spéciaux de lutte contre la subversion au Chili ont inauguré, ces derniers mois, une nouvelle méthode pour terroriser la population: séquestrer des jeunes membres de communautés chrétiennes et tracer une croix au fer brûlant ou au rasoir sur leur corps. Jusqu'alors, les chrétiens visés par le pouvoir et les groupes "non identifiés" étaient habituellement traités de communistes et volontiers affublés du marteau et de la faucille. Cette fois, le glissement de méthode est significatif: les chrétiens sont stigmatisés en tant que chrétiens. Le vicaire général pour la pastorale du diocèse de Santiago a officiellement déposé une plainte pour 24 cas de séquestration et mauvais traitements. A ce jour, aucun démenti ni éclaircissement n'ont été apportés par les autorités sur ces faits étranges. De la part d'un gouvernement et d'un chef d'Etat qui se réclament volontiers du catholicisme et, fondamentalement, de la défense de la "civilisation occidentale et chrétienne", il y a là matière à constat définitif...

On notera que cette nouvelle forme d'intimidation a commencé après l'assassinat sauvage de trois opposants (cf. DIAL D 1023) et la mise en cause dans cette affaire des hauts responsables des carabiniers.

L'article ci-dessous est tiré de la revue Solidaridad du 27 juillet/16 août 1985.

Note DIAL

ACTES DE TERREUR EN CHAÎNE

Soutenu par les prêtres chargés de la pastorale de la jeunesse et du secteur est, en boitant visiblement et avec le visage encore marqué par la dure expérience vécue quelques heures auparavant, le jeune Rodolfo Quintanilla Sánchez (21 ans, célibataire, vendeur ambulancier) est sorti du palais de justice après avoir rapporté au président du tribunal, Rafael Retamal, la séquestration dont il avait été victime le 23 juillet. L'entrevue a duré plus d'une demi-heure et s'est transformée en une plainte de plus dans la série de celles déjà déposées au cours des dernières semaines par toute une série de personnes - dont la plupart membres de l'Eglise - à l'occasion des menaces et des séquestrations faites à leur encontre par des inconnus.

Quarante cas - plus d'un par jour - ont été dénoncés à la justice durant la seconde quinzaine de juin et la première de juillet, sous forme

de demande en intervention ou en protection. Des méthodes connues jusqu'alors - menaces anonymes, appels téléphoniques, filatures, espionnages de domiciles, inscriptions sur les murs - les choses sont passées ces dernières semaines, et de façon dangereuse, aux voies de fait. On a effectivement vu se succéder les séquestrations de plusieurs jeunes membres de la pastorale de la jeunesse de Puente Alto - parmi lesquels Marcela Pradenas (1) et Alejandro Herrera, séquestrés en même temps que Cristián Quiñones (2), de San Miguel - et on a vu "étrenner" une façon de semer la peur, comme de lancer une auto en marche en direction de la victime choisie. Il y a aussi un certain nombre de personnes qui montrent sur leurs corps les traces physiques des mauvais traitements reçus.

Du début de l'année jusqu'en mai et la mi-juin, les actes de terreur ont spécialement visé des gens de profession. A partir de la seconde quinzaine de juin et pendant la première de juillet, les victimes ont été le plus souvent des étudiants et des personnes liées à l'Eglise ou en rapport avec la défense des droits de l'homme.

En lien avec l'Eglise

C'est ainsi, par exemple, que Maria Elena Campos, catéchiste de la paroisse de Jésus-Ouvrier a reçu les 9 et 10 juillet des lettres de menaces à son domicile. On y lit: "Tu ferais mieux de déguerpir, Maria Elena, c'est pour ton bien, les curés sont des rouges". Les lettres étaient signées de ACHA: Action chilienne anticommuniste (3).

Le collaborateur de la paroisse de Saint-Joseph Ouvrier, du quartier José Maria Caro, nommé Pedro González, a été intercepté le 3 juillet par deux individus qui l'ont frappé et l'ont fait monter dans un véhicule. Ils lui ont fait absorber un liquide qui lui a fait perdre connaissance. Il a repris connaissance au centre de soins, où il a dû rester deux jours. Là on lui a dit que le liquide ingéré était du Diazepam (un tranquillisant). On a diagnostiqué sur lui des contusions multiples.

Hernán Arturo Valdés Prado, au service de la pastorale ouvrière, a fait une expérience différente car il a pu identifier la personne qui l'avait menacé. D'après la plainte déposée par Valdés, c'est Eduardo Ponce González, informateur de la CNI (Centrale nationale d'information), qui a menacé de mort l'intéressé et sa famille. Le nom de Ponce González a été découvert par lui en vérifiant les agendas personnels des participants à un séminaire organisé par la pastorale ouvrière à la maison de retraite de Punta de Tralca.

A Arica aussi

Ce n'est pas seulement à Santiago qu'opèrent, en toute impunité jusqu'à présent, ces groupes criminels.

L'étudiante en pédagogie d'éducation de base à l'université de Tarapacá, à Arica, Mónica Aguirre (24 ans) a reçu un choc terrible quand des civils

(1) Séquestrée par deux fois dans la même période et toujours victime de menaces (NdT).

(2) Séquestré une 3e fois le 29 juillet 1985 (NdT).

(3) A la même époque, sous la même signature, deux bombes étaient lancées sur l'église Felipe Neri et le local des droits de l'homme de Villa Alemana (NdT).

lui ont marqué le corps de coupures superficielles (4). Le fait s'est produit le 9 juillet vers 21 H. Mónica Aguirre, qui est la dirigeante de la Démocratie chrétienne universitaire, rentrait chez elle. Soudain elle a été interceptée par deux individus qui l'ont emmenée devant un véhicule rouge tous phares allumés. Ils lui ont déclaré qu'ils allaient envoyer un avertissement à son petit ami Miguel Angel Jiménez, qui est le président de Jeunesse démocrate-chrétienne d'Arica. Aussitôt après, un des individus a sorti un rasoir et lui a fait quatre coupures superficielles à hauteur de l'estomac.

Une autre technique

La conseillère du foyer Tamara Infante Granadino a dénoncé à la justice la mise en pratique d'une nouvelle méthode pour terroriser. Elle a déclaré que des civils se déplaçant dans une Opala noire, sans plaque d'immatriculation, l'avaient suivie pendant plusieurs jours. "Le 25 juin, alors que je rentrais chez moi, la même voiture Opala s'est manifestement lancée dans ma direction au moment où je traversais la rue, dans l'intention évidente de me renverser, ce qui ne s'est pas produit pour la seule raison qu'un passant a pu me tirer sur le trottoir."

C'est également une nouvelle façon de terroriser qu'ont expérimentée Josefina Pérez Illanes et son compagnon, Andrés Eduardo Soto Pacheco. La jeune femme a rapporté qu'il y a quelques mois, des inconnus ont pénétré chez elle mais n'ont volé qu'un cahier de notes. Quelques jours plus tard, deux individus sont venus chez elle pour l'interroger sur le contenu du cahier. Pour finir, le 18 juillet, deux individus portant des passe-montagnes et armés de mitraillettes ont fait irruption dans son logement. Josefina Pérez s'est échappée par la cour arrière de la maison et est allée demander de l'aide aux carabiniers du sous-commissariat Macul. Accompagnée de policiers, elle est revenue chez elle et a trouvé Andrés Soto étendu par terre, saignant abondamment de l'abdomen. Le jeune homme a été opéré au centre de soins de l'hôpital El Salvador, sur diagnostic de "blessure pénétrante abdominale compliquée". Josefina Pérez a déposé une demande en protection pour lui, pour elle-même et pour leur petite fille Carla âgée de trois ans.

Situation limite à Puente Alto

Mais les faits qui, sans aucun doute, ont le plus frappé l'opinion publique sont ceux concernant les membres des communautés chrétiennes de jeunes de Puente Alto.

Aux séquestrations de Marcela Pradenas et d'Alejandro Herrera s'ajoutent la filature de Virginia Barrios et, plus récemment, la séquestration et les tortures infligées à Rodolfo Quintanilla Sánchez.

Celui-ci a été séquestré sur le marché Lo Valledor Sur, le 22 juillet, alors qu'il faisait des courses avec son père. Comme il l'a raconté par la suite, trois individus ont brandi contre lui des armes à feu et l'ont obligé à monter dans une voiture, pour l'emmener ensuite dans un endroit inconnu. Ils lui ont bandé les yeux et l'ont conduit dans un local secret où ils l'ont torturé de diverses manières, y compris certaines humiliations sexuelles.

(4) Ces coupures, généralement provoquées par une lame de rasoir, sont dans la plupart des cas pratiquées sur l'abdomen et en forme de croix (NdT).

Les inconnus ont montré qu'ils avaient des données très anciennes sur la vie personnelle du jeune et de sa famille. Et aussi sur sa participation aux activités de la paroisse Montserrat, de la chapelle Familia de Nazareth. Ils lui ont montré des photos de lui avec son père, avec Marcela Pradenas, et des photos individuelles de chacun des membres de sa communauté. Plusieurs heures après, le 23 juillet, il a été abandonné à Peñalolén par les inconnus.

Le diagnostic médical a établi qu'il avait été frappé à la tête par un bâton (ce qui lui avait fait perdre conscience), et qu'il portait des brûlures en forme de croix sur la poitrine, sur l'avant-bras gauche et sur le côté gauche de l'abdomen. Ces blessures ont été provoquées, selon toutes les apparences, par un fer brûlant. Le diagnostic a également établi qu'il avait des brûlures à la verge, apparemment causées par un briquet, ainsi que des contusions multiples causées par des coups. Enfin, le jeune manifestait des signes d'angoisse profonde.

La gravité de la situation a motivé la présence immédiate auprès de Rodolfo des prêtres chargés de la pastorale de la jeunesse, Juan Andrés Peretiatkowicz, et du secteur Est, Mario Garfias. En compagnie de deux avocats ils se sont rendus à la Cour suprême pour parler avec Rafael Retamal, et ont annoncé le dépôt d'une plainte.

Mundy Leiva Lobos, le suivant?

Le P. Mario Garfias a déclaré que les inconnus ont fait pression sur Rodolfo Quintanilla pour qu'il collabore avec eux, moyennant rétribution, et qu'ils ont averti que la prochaine séquestration serait celle de Mundy Leiva Lobos, lui aussi membre des communautés de jeunes de Puente Alto. Il a rappelé que, dans le cas de Quintanilla, des avertissements similaires avaient été envoyés au préalable, ce qui a motivé une demande en protection à son sujet.

Parlant au nom du cardinal-archevêque de Santiago, le P. Garfias a déclaré que, quand on s'en prend à un membre de l'Eglise, c'est à toute l'Eglise qu'on s'en prend, et que cela doit être bien compris de ceux qui agissent de la sorte.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441